



autres... Car au fur et à mesure que notre rapport de force diminue avec les départs, le patronat accélère son rythme et augmente ses exigences.

Or, dans nos secteurs cela peut signifier la fin où le dernier partant éteindra la lumière. Car le lien qu'il y a dans la presse, entre poste de travail-statut-appartenance syndicale est tellement étroit, que toucher à un des éléments signifie la disparition des deux autres.

Nous devons donc rapidement définir une stratégie nous permettant de sauver l'essentiel en tenant compte que notre rapport de force se réduit avec le temps : ce que nous aurions pu faire il y a deux ans était sûrement supérieur à ce que nous pourrions faire dans deux ans...

Première question : quelles forces avons-nous à notre disposition ?

Même affaiblis, nous tenons encore des points clés... pour l'instant. Et ce dans toutes les formes de presse, car il est clair que si nous devons partir à la bataille, ce sera toutes formes de presse confondues.

D'autre part, une bataille autour du refus contre la concentration de la

presse, pour une presse préservant des moyens tels que les principes présidant à la distribution, les aides à la presse adaptées, peut nous permettre de rassembler au-delà de nos propres organisations : les autres corporations, les autres syndicats, sur le plan politique, voire de certains éditeurs menacés...

Il s'agit donc de développer notre réflexion sur la stratégie autour du statut des salariés ; nous devons le défendre en tentant de trouver ensemble les moyens de l'adapter à la situation nouvelle. Cela ne signifie pas des abandons, mais un examen lucide des évolutions et des possibilités objectives d'imposer des nouvelles règles. Cela devra nécessairement intégrer des notions telles que la reconnaissance des qualifications et leur traduction dans une grille, l'ouverture vers des catégories comme les ICT et les employés, des rapports nouveaux avec les journalistes, sur les possibilités d'unité avec les autres organisations syndicales concernées...

Cela pose également la question de la défense de nos outils construits durant des décennies et qui ne peuvent avoir un

avenir qu'en s'ouvrant vers d'autres secteurs de nos industries. Le « professionnalisme » de nos caisses par exemple, ne doit-il pas s'adapter à ce qu'est la profession — aujourd'hui et pas dans sa dimension réductrice. Donner à la Mutuelle sa vraie dimension nationale passe par une lutte pour l'imposer au patronat de toutes les formes de presse.

Cette stratégie ne peut s'appliquer sans des modifications profondes y compris dans nos fonctionnements. Il s'agit de remettre chaque structure à sa place. La Fédération doit jouer son rôle de fédérateur sans remplacer les structures adéquates.

Mais nous devons retrouver rapidement l'unité sur ce qui nous rassemble, même si des divergences peuvent exister. Sommes-nous d'accord sur le fondamental ? Nous sommes condamnés à l'être car le temps nous est vraiment compté.

*Intervention du secrétaire général de la Filpac lors du Comité exécutif national des 18 et 19 octobre 1995.